

## ***Commission pour la Libération de la Croissance Française***

### **Synthèse Générale**

---

**Le MONDE évolue** de plus en plus vite sur le plan technologique, économique, social et écologique. La croissance de l'économie mondiale est de 5% par an. Les progrès scientifiques et technologiques s'accroissent, bouleversant en permanence nos habitudes. La mondialisation met en relation la planète entière et pousse chaque individu, chaque nation à des réajustements permanents. Les révolutions se multiplient : deux milliards de nouveaux consommateurs apparaissent dans le monde ; les pays développés vieillissent ; le changement climatique devient un enjeu de civilisation.

**La CROISSANCE n'est pas qu'une quantité** : plus de richesses signifie plus de richesses à partager. Cela signifie aussi des opportunités plus grandes pour chacun, un meilleur cadre de vie pour tous. Ainsi, un point de croissance supplémentaire permettrait la création de 150.000 emplois *en plus*, la construction de 90.000 logements sociaux *en plus*, la réduction d'un milliard d'euros *en plus* sur notre dette publique, le doublement de notre aide humanitaire dans le monde. Notre liberté de mouvement, d'apprentissage, de reconversion et d'enrichissement serait affermie.

**La France a des ATOUTS magnifiques** : elle dispose d'un patrimoine culturel et naturel unique, d'un art de vivre enviable, d'un système scolaire et sanitaire exceptionnel, d'infrastructures modernes, d'une démographie dynamique, d'une fonction publique de très haut niveau, d'une vie associative active, d'une recherche fondamentale d'excellence et de grands groupes mondiaux. Elle est en tête dans de nombreux secteurs (l'énergie, les transports, l'eau, le tourisme). Elle est une des premières destinations des touristes et des investissements étrangers. La « marque France » est mondialement respectée. Elle a la chance d'appartenir à un continent d'une immense richesse, dont la paix et la justice sont garanties par l'Union européenne. Elle a la chance d'avoir l'euro, qui la protège de nombreux déséquilibres.

**Des FREINS à la croissance existent** : des rentes de situation, une quantité de travail parmi les plus faibles de l'OCDE, un manque de mobilité géographique et professionnelle, une dette élevée, une fermeture à l'étranger et aux échanges, un poids et une complexité des structures publiques et de la réglementation, une insuffisance de la recherche et de l'enseignement supérieur, un nombre excessif de très bas revenus, un déficit d'intégration des minorités, une mobilité sociale en panne et des mentalités trop souvent tournées vers la conservation des avantages individuels plutôt que vers les opportunités de l'avenir.

**La capacité à accepter le changement est une marque de JEUNESSE**, pour un individu comme pour une société. La France doit être capable de s'adapter aux évolutions du monde, d'envisager l'avenir avec confiance et envie. Elle doit être capable de se libérer des cloisons qui l'empêchent de capter les opportunités du moment. Elle doit être capable d'oser, d'accepter le risque de l'échec et de se lancer quand même.

**LE MOMENT EST VENU pour la France doit avoir une vision claire de ses ambitions.** Elle doit définir avec clarté la société qu'elle veut être dans 20 ans. Même si le débat politique continuera d'opposer des choix différents, le corps principal des réformes à entreprendre est le même pour la gauche et la droite : la France doit se donner de grands projets, ambitieux, motivants, qui l'ouvrent sur le monde et qu'elle ne doit pas abandonner. Sur plan **économique**, elle doit viser le premier rang mondial dans le tourisme, les transports, l'énergie et l'agro-alimentaire. Elle doit figurer parmi les

meilleurs dans la santé, l'éducation et la finance. Son PIB par habitant doit croître plus vite que la moyenne européenne. Sur le plan **social**, son ambition doit être le plein emploi, assorti d'une répartition équilibrée des revenus et d'une réelle mobilité sociale. Sur le plan **culturel**, elle doit multiplier les occasions de créer. Sur le plan **écologique**, la France doit devenir un pays modèle, leader dans les technologies vertes. Ces projets supposent la légitimité des processus de décision, la transparence des revenus, la remise en cause des privilèges injustifiés. Les réformes nécessaires ne sont pas toutes, loin de là, de la responsabilité de l'Etat. Elles dépendent pour l'essentiel de la volonté du pays d'oser, d'entreprendre, d'affronter l'autre.

**Notre Commission propose au pays un véritable PROJET**, construit par de larges consultations, notamment auprès des internautes, et qui vise à recueillir un large consensus dans le pays. Il s'organise autour de **7 CHANTIERS** servant à la fois des objectifs économiques, culturels, sociaux et écologiques et dans lequel chacun aura une responsabilité :

→ **Premier chantier : Développer le savoir, l'éducation, la recherche et l'innovation**

Mener un effort particulier dans les secteurs d'avenir pour la France, la plupart étant liés au patrimoine naturel et culturel du pays (tourisme, agro-alimentaire, industrie de l'eau et de la boisson, matériaux verts, etc.). Irriguer la société d'un esprit d'innovation dans ces domaines, notamment à travers des croisements plus fréquents entre le public et le privé, et entre la recherche et l'administration.

→ **Deuxième chantier : Augmenter le pouvoir d'achat, en particulier par la suppression des rentes et l'amélioration des concurrences**

Libérer les conditions d'accès à la création de nouveaux points de vente, protéger les petits distributeurs et producteurs, créer une véritable Autorité de la Concurrence, augmenter les pouvoirs et les moyens des consommateurs.

→ **Troisième chantier : Simplifier le code du travail et assurer la flexisécurité**

→ **Quatrième chantier : Faciliter le financement, le développement et la compétitivité des entreprises, en particulier dans les secteurs d'avenir**

→ **Cinquième chantier : Relancer le logement**

La croissance de la quantité de logements disponibles nécessite un assouplissement des règles de densité urbaine, une construction assidue de logements sociaux et la création de 10 Ecopolis, villes vertes et technologiques d'au moins 50.000 habitants. Il faut libérer la mobilité résidentielle, afin que les contraintes du logement ne pèsent pas sur les opportunités de la vie. Les conditions de location doivent donc être facilitées. Une Bourse internet du logement social doit être créée. Des avantages fiscaux doivent aider les jeunes à accéder à la propriété, et un effort tout particulier doit être mené pour les occupants de HLM. L'habitat français doit désormais être écologique : toute nouvelle construction doit répondre à des exigences précises en matière de consommation d'énergie.

→ **Sixième chantier : Améliorer l'efficacité opérationnelle de la puissance publique**

Réduire massivement les dépenses opérationnelles des collectivités publiques, simplifiant l'architecture institutionnelle et supprimant les doublons entre l'Etat et les collectivités territoriales ; réduire énergiquement les poids et les coûts de la réglementation et de la bureaucratie ; établir des mécanismes d'évaluation de la productivité pour toutes les administrations publiques (objectifs chiffrés) et des primes et sanctions reliées aux gains de productivité ; transformer en agences les administrations chargées de la prestation des services avec autonomie budgétaire et statut de droit privé des agents ; recruter mieux et plus largement les hauts fonctionnaires.

➔ **Septième chantier : Mettre en œuvre efficacement les réformes servant simultanément ces chantiers**

L'urgence de la mise en œuvre du projet entraîne l'obligation de mettre en place une économie de guerre, qui ne peut être légitime que si est laissé de côté le principe de précaution, si le pays est gouverné démocratiquement, sans pouvoir céder aux lobbies les plus divers, organisée une communication claire aux Français des enjeux, si le leadership de l'état totalement impliqué, si des succès sont réalisés dès 2008 et si est défini un indicateur de mesure de la croissance du bonheur national différent de celui de la croissance de la richesse marchande.